



C E T R I

ANALYSE 2015
9 décembre

Centre tricontinental

ARGENTINE : FÉMINISMES *COMPAÑEROS*

Claudia Korol

Les féministes *compañeras* luttent pour reconquérir la souveraineté de leurs corps et de leurs territoires opprimés. Elles organisent leur action collectivement, en réseaux de soutien, « en bas à gauche » pour ébranler la domination masculine et la rationalité occidentale. Avec la mobilisation argentine du 3 juin 2015, elles ont (r)éveillé les consciences à la prégnance d'une violence machiste qui s'imisce aussi dans les organisations populaires.

Une caractéristique majeure des féminismes du Sud est leur diversité. Embrasser ceux-ci pour en extraire une opinion semble dès lors relever de la gageure. Féministes du Sud, nous nous reconnaissons dans l'expérience de nos territoires-corps et territoires-terres, qui teinte les vies de multiples nuances. J'écris depuis des chemins de traverse, embarquée avec de nombreuses camarades, amies, amours, qui se définissent elles-mêmes et réalisent leurs options politiques dans le cadre de féminismes communautaires, indigènes, noirs, populaires, lesbiens ou trans. Autant de féminismes qui savent que l'oppression de genre se renforce aux oppressions de classe, d'ethnie, de lieu.

Nos luttes, en Argentine et dans d'autres régions d'Amérique latine, se nourrissent des apports théoriques du Nord, qu'on appelle Occident, et de ses fluides académiques, mais leurs racines plongent dans les luttes ancestrales auxquelles nos peuples ont participé. Leur point de départ est précisément nos corps et nos territoires, où toutes les oppressions se déchargent, mais où nous trouvons aussi les énergies et les enseignements pour reconstruire collectivement nos savoirs.

Des féminismes collectifs, de parole-action et « sentipensés »

Nous qualifions nos féminismes de *compañeros*, de féminismes collectifs, de féminismes de parole-action, de féminismes « sentipensés », car nos pratiques visent à accompagner des femmes, travestis, trans ou lesbiennes qui subissent la violence pour ce qu'elles sont et s'organisent pour la combattre. Les actions entreprises s'adressent aux femmes victimes des tribunaux patriarcaux, bourgeois et racistes ou des lois qui criminalisent la pauvreté et prétendent discipliner leurs corps ; aux femmes victimes de violences qui exercent leur droit à se défendre contre leurs agresseurs ; à celles qui optent pour la pilule abortive ou décident d'interrompre volontairement leur grossesse en exerçant leur droit à être maîtres de leur corps, aux femmes qui résistent aux réseaux de narcotrafiants, aux lesbiennes, travestis, trans, pauvres souvent migrantes qui luttent contre l'injustice des tribunaux.

Elles reçoivent toutes l'appui des collectifs de féministes qui les informent, les accompagnent et les soignent. Quand une jeune fille disparaît, des féministes *compañeros* partent à sa recherche, se mobilisent et placardent sa photo sur les murs. Ces féminismes tissent « en bas à gauche » des réseaux de soutien, comme lorsqu'une voisine ou une camarade ose dénoncer un partenaire ou un ex-conjoint violent. Ce sont des féminismes qui encouragent l'action groupée, les collectifs, les communautés en

opposition à la postmodernité occidentale qui participe à la construction de la pensée hégémonique et désarticule les pratiques sociales collectives en introduisant la performance individualiste dans l'action politique.

Face à cette tendance, les expériences menées se font et se refont en communauté, en groupe ou dans les organisations. Les espaces collectifs que nous habitons constituent un territoire sacré où nous sommes enracinées, où nous arrosons les premières fleurs et récoltons les fruits. Agir ainsi — en groupe, en communauté, en bande ou en collectif — fait sens, parce que s'opposer à un pouvoir hégémonique comme le patriarcat n'est pas le travail d'une femme isolée. D'autant que ce phénomène est renforcé par son imbrication avec le (néo)colonialisme, l'impérialisme et le capitalisme. La lutte doit résulter d'une force organisée de milliers de femmes, lesbiennes, travesties, trans, et de tous les dissidents de l'hétéropatriarcat.

Les féminismes de parole-action mettent en lien parole et action, théorie et pratique. Ils défont ainsi un mode d'intervention politique qui fait de l'énoncé la totalité de la proposition. Dans nos expériences, malgré les différences et les chemins variés, la parole nous suit, collée au corps. Quand elle s'éloigne, c'est pour rejoindre les rêves, les cauchemars, les espoirs, autrement dit les dimensions de la subjectivité qui permettent de mieux comprendre et d'appréhender la réalité pour la transformer. La parole essaie ainsi d'expliquer ce qui existe afin d'en finir avec l'injustice qui habite cette existence.

Il y a une matérialité substantive dans les mots prononcés. La parole « est » et « fait ». La parole cherche à dénaturer le sens commun patriarcal, à désorganiser la rationalité occidentale pragmatique et postmoderne et préfigurer de nouvelles formes de rapport et d'être au monde. Les féminismes « sentipensants » mettent en question les savoirs institués par la raison occidentale. Ils le font au départ d'autres savoirs dans lesquels chacun se reconnaît, car ils ont été imaginés et ressentis ensemble, en agissant. Ce sont des savoirs construits avec le corps, dans un acte créateur. Des savoirs dont les apprentissages se font avec le regard ou la peau, à travers le dialogue ou dans les bras de l'autre. Des féminismes « sentipensants » et en mouvement, qui entrent dans l'arène ni pour toréer ni être toréées, mais pour combattre les corridas et tous les jeux de la masculinité guerrière, cruelle, machiste et patriarcale.

Le tournant du 3 juin 2015

Le 3 juin 2015, une mobilisation massive a parcouru l'Argentine au cri de *¡Ni una menos!* Ce slogan qui appelle à s'organiser contre les féminicides exige des autorités publiques qu'elles mettent fin aux violences croissantes contre les femmes qui mènent à la suppression de leurs corps. C'est aussi un moyen de prendre conscience que l'assassinat d'une femme au seul motif qu'elle est femme n'est pas un fait isolé, mais une machination perverse. Le 3 juin, par la combinaison d'actions médiatiques et d'un soulèvement spontané, des milliers de femmes et d'autres groupes sexo-génériques ont envahi les rues et les places du pays pour dire *¡ya basta!*

En dépit de la participation opportuniste de certains secteurs — ce qui a créé un malaise parmi les femmes mobilisées —, et de l'action des médias pour tenter de vider de leur contenu les demandes de la rue, la mobilisation a eu lieu. Beaucoup de femmes ont participé, non pas convoquées par un appel général, mais par le sentiment que ce cri émanait d'histoires vécues personnellement ou de manière proche. Le 3 juin fut ainsi l'expression d'une montée en puissance collective de la dénonciation d'une culture androcentrique et patriarcale.

Elle toucha individuellement celles qui participèrent à la mobilisation, mais au-delà : celles qui étaient suspendues à l'action en cours. Les grands médias tentèrent de gommer le rôle joué par les composantes féministes dans la genèse de l'événement. Or la mobilisation contre la violence patriarcale est le résultat d'une accumulation de « jets de pierres » contre un pouvoir hégémonique de mort, que les féministes subissent de plein fouet.

Malgré le peu de réponses institutionnelles au regard de l'ampleur de la dénonciation, des changements se produisent cependant dans les entrailles de la société. Les féminicides sont désormais perçus non comme des faits isolés — fruits d'un débordement passionnel ou de l'amour intense des hommes —, mais comme les conséquences tragiques d'une violence patriarcale ancrée dans le tissu social. La conscience d'une domination machiste réclamant la soumission des vies et des corps des femmes s'est

renforcée. La subjectivité de nombreuses femmes a changé en décidant de rompre le silence et de dénoncer les violences subies.

À partir de ce jour, les défis lancés aux féminismes populaires se sont multipliés, car l'État patriarcal, bourgeois et raciste n'a apporté aucune réponse aux exigences des femmes au travers des politiques publiques ou dans l'exercice de la justice. L'Argentine, comme de nombreux autres pays, n'a pas réussi à adopter une loi qui garantit le droit des femmes à l'avortement légal, gratuit et sûr. Même si la législation contre les violences de genre a progressé, son application demeure limitée et insuffisante.

En marge de ou contre l'État, les actions des féministes *compañeras* se multiplient, réclamant du même coup d'approfondir la réflexion sur l'efficacité des stratégies et approches engagées. Depuis le 3 juin, rien n'est plus pareil dans les cœurs et les corps, dans les organisations féministes et les mouvements de femmes. Au moment où se tient la 30e Rencontre nationale des femmes, à laquelle participent annuellement des dizaines de milliers de femmes du pays, nul doute que de tels débats monteront en puissance et donneront de nouvelles perspectives de réflexion et d'action pour relever les défis à venir.

La violence patriarcale au sein des organisations populaires

Nos féminismes sont nés et ont grandi au milieu des piquets de grève, des soupes populaires, des cantines communautaires, des potagers collectifs, des usines sans patrons, des écoles créées par des mouvements sociaux, des expériences de communication alternatives, d'assemblées socio-environnementales qui affrontent les multinationales minières, pétrolières ou du soja.

Les femmes sont en première ligne dans la lutte des peuples contre les nouvelles formes de déprédation et de pillage du capitalisme patriarcal qui accumulent par dépossession, par l'exploitation des travailleurs et travailleuses, par les super gains que permet la précarisation du travail — en particulier à cause du facteur colonial qui accentue l'exploitation de travailleurs migrants —, par la surexploitation des femmes dans les tâches domestiques non rémunérées.

Elles le sont également dans la lutte pour la vie de leurs fils et filles, menacés par les policiers à la gâchette facile et par les réseaux que le narco-État crée dans les villes et par la violence du crime organisé et institutionnel. Elles sont parties prenantes des résistances, mais réinventent aussi la vie par la souveraineté alimentaire et énergétique, par la conservation des semences natives, par la souveraineté sur les corps et les territoires. Elles participent à la création d'organisations sociales qui cherchent à répondre aux besoins de celles et de ceux « d'en bas ».

De nombreuses organisations populaires soutiennent des revendications en rapport avec la vie et la souveraineté des femmes sur leur corps : lutte pour un droit à l'avortement légal, sûr et gratuit, contre les violences, pour l'abolition de la prostitution, pour l'identité de genre, pour le respect des diverses formes de sexualité et la création de liens familiaux. À force de combats, des organisations sociales, anticapitalistes et anti-impérialistes s'assument comme antipatriarcales.

En dépit de cela, le pouvoir patriarcal et la culture androcentrique s'incrument même au sein des mouvements populaires. Le machisme s'exprime de diverses manières, mais compte toujours une composante de violence. Cette thématique fut longtemps occultée par les femmes et les mouvements eux-mêmes, tant pour défendre les privilèges machistes dans les organisations qu'en vertu de l'idée que la dénonciation de ces situations affaiblirait les mouvements. En adoptant une perspective antipatriarcale, les organisations ont été encouragées à repenser les liens en leur sein et à se poser la question du machisme intériorisé dans la vie quotidienne des organisations.

Pour ce faire, il est nécessaire de réserver des lieux de dialogue aux femmes au sein des structures pour qu'elles puissent partager leurs ressentis, leurs perceptions, les obstacles rencontrés dans leur activisme, mais aussi leurs réalisations. Ce sont des espaces de réflexion et d'action, mais aussi des lieux où s'affirment des liens d'amitié entre femmes. Liens systématiquement attaqués par une culture patriarcale qui stimule la concurrence entre femmes et entretient la subordination aux hommes. En ce sens, le féminisme populaire ouvre une perspective de transformation sociale et individuelle (au sein des familles) et contribue aux révolutions anticapitalistes, anticoloniales, féministes, socialistes et du *buen vivir*.

Femmes rebelles, femmes dissidentes

Un autre défi est de remettre en question la normativité hétérosexuelle, ancrage constitutif du capitalisme patriarcal. Un système qui utilise la famille comme base opérationnelle pour sa domination. La famille patriarcale hétérosexuelle et monogame est l'organisatrice des rapports de production et reproduction, de consommation, d'échange. C'est aussi un espace créé pour discipliner les corps et les subordonner à la division capitaliste, la division sexuelle et à la division raciale du travail. Pour cette raison, les féminismes populaires ne pensent pas en termes d'alliances entre femmes opprimées et dissidences sexuelles. Les femmes doivent assumer, dans leurs expériences de vie, divers modes de dissidence avec l'hétéropatriarcat et avec la culture de contrôle et d'oppression du mal nommé « amour romantique ».

La rébellion doit traverser tous les champs de l'action politique — de la critique de la vie quotidienne aux luttes contre la marchandisation et la militarisation de la vie politique — pour décroiser les sphères personnelles et publiques, briser les carcans qui nous oppressent et nous mutiner contre la discipline et l'ordre hégémonique. Les féministes du Sud sont plurielles, rebelles, collectives, dissidentes, anticapitalistes, anticoloniales, antipatriarcales, créatives, camarades, joyeuses même dans la douleur. Ces féminismes ont des racines dans nos terres et dans l'air. Ce sont des féminismes migrants qui font de la liberté un sentier, un horizon et nécessitent de longues marches.

Nous recourons aux institutions pour faire valoir nos droits, mais nous ne croyons pas en elles. Nous fuyons le Vatican, sa « sainte » inquisition et ses papes de service qui l'administrent, autant que ces religions qui renforcent l'obéissance aux oppressions. Face à la guerre déclarée aux femmes par le capitalisme patriarcal, nos féminismes ne se militarisent pas et recourent à des stratégies créatives, artistiques, imaginatives et pratiques. Notre plus grande force est de nous savoir accompagnées dans les révolutions que nous menons dans les rues, dans les places et dans les lits.

Claudia Korol est professeure à l'Université populaire des « mères de la place de mai » (Buenos Aires, Argentine), secrétaire de rédaction de la revue *América Libre*.



Centre tricontinental - CETRI
av. Sainte Gertrude 5 à 1348 Louvain-la-Neuve, Belgique
Tél: +32 (0)10/48.95.60 - Fax: +32 (0)10/48.95.69
cettri@cettri.be - www.cettri.be

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles,
service de l'éducation permanente et de la Province
du Brabant wallon

